

Pour une paix durable

Au

Burundi

Au cœur de l'Afrique

APPROCHES AXIOLOGIQUES DU PROBLEME DE LA PAIX DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Adrien NTABONA

Numéro spécial, 2001, pp 3-18

0.0. INTRODUCTION : LE POINT DE VUE DE CETTE APPROCHE

L'on peut envisager la paix et la réconciliation d'un point de vue politique, c'est-à-dire la résolution des conflits en sauvegardant les intérêts des groupes en présence et en mettant ainsi fin aux hostilités ; ou en renvoyant à plus tard l'arrêt des combats, pour résoudre progressivement les problèmes posés.

Ce n'est pas ce point de vue que je vais aborder. Je ne suis pas compétent en la matière. Chacun doit écrire sur ce qu'il sait ; et s'empêcher de pérorer sur des réalités qu'il ignore.

Cette approche concerne plutôt la dimension axiologique des problèmes socio-politiques en présence. De ce fait, elle ira droit aux fondements. Toutefois il ne va pas s'agir d'une fuite dans l'axiologique, mais d'une façon d'étudier les questions par leur dimension souvent oubliée : la dimension axiologique.

Il sera question d'une synthèse, non seulement à partir des recherches effectuées, mais d'une praxis constante qui commence à s'imposer au respect. Je porterai donc un regard englobant et rétrospectif sur les efforts développés au CRID (Centre de Recherches pour l'Inculturation et le Développement) que je dirige depuis sa création. L'objectif de cette synthèse est de permettre des évaluations à l'échelle sous-régionale, le problème de fond étant analogue, mutatis mutandis. Le CRID a donc été fondé par la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi. Il développe entre autres, grâce à l'aide de Catholic Relief Services, depuis 1995, les projets de formation à la paix comme suit :

- Acceptation mutuelle
- Réconciliation progressive¹
- Non-violence active
- La guérison psychosociale (en démarrage)².

Il a déjà formé en ce sens plus de 75.000 personnes à travers tout le Burundi. Ceux-ci sont regroupés dans une association dénommée « NDUWAMAHORO-NVA », qui vise à constituer dans tous les milieux naturels de vie, les artisans de la paix. Celle-ci a besoin de beaucoup de facteurs qui devraient fonctionner en synergie. La tâche que s'est assignée le CRID, dans cette synergie, c'est de créer dans tous les milieux

¹ Tous ces thèmes ont déjà fait objet de publications dont il sera question plus loin.

² Dans le même ordre d'idées, le CRID se démène aussi pour la réactualisation de l'institution traditionnelle des Sages/Bashingantahe

naturels de vie, des pôles référentiels, des repères vivants, des personnes ressources pour une culture de paix. Le CRID a aussi en charge une revue scientifique, appelée « Au cœur de l'Afrique » qui publie, tous les 3 mois, 200 pages de recherches en moyenne sur des thèmes comme ceux-ci³ :

- Autopsie de la crise burundaise
- Voies de sortie de la crise burundaise
- La crise rwandaise et son impact sur la sous-région
- L'intégrisme ethnique dans la région des Grands Lacs
- L'acceptation mutuelle et ses impératifs
- Les exigences de la réconciliation progressive
- Les problèmes de la jeunesse au Burundi
- Les défis de l'éducation au Burundi.

Personnellement, en plus d'articles et de brochures, j'ai publié un ouvrage de synthèse sur ces sujets⁴.

Tout cela pour bien préciser mon point de vue. J'aborderai donc ce thème en deux temps :

1. Le problème de l'ethnocentrisme qui ravage la sous-région des Grands Lacs
2. Proposition d'une démarche axiologique pour sortir de ce dérapage conceptuel.

Commençons par la première question.

1.0. LE PROBLEME DE L'ETHNOCENTRISME QUI RAVAGE LA SOUS-REGION DES GRANDS LACS

Les Evêques Catholiques de la sous-région des Grands Lacs, réunis à Nairobi, en 1998, ont stigmatisé l'ethnocentrisme comme étant à la base de tous les maux de la sous-région. Ils ont fait ainsi leur, ce que ceux du Burundi avaient déjà décrit en 1994 comme suit :

« Certains croient avoir une mission historique (...) de fortifier leur ethnie par tous les moyens possibles, même les plus bas et les plus immoraux. Les tenants de cette idéologie de la mort utilisent le mensonge et la peur pour conduire l'autre ethnie vers la mort et l'extinction. Cette théorie et cette pratique sont inhumaines, nazistes et anti-évangéliques⁵ ».

Peu auparavant les Evêques du Rwanda et du Burundi, en 1991 et en 1993, avaient dénoncé ensemble le racisme ethnique comme étant à la base des maux qui rongent les 2 pays⁶. Les événements n'ont pas tardé à confirmer leur dénonciation dans le sang.

³ Chaque sujet a fait objet d'un volume à lui, d'une moyenne de 200 pages

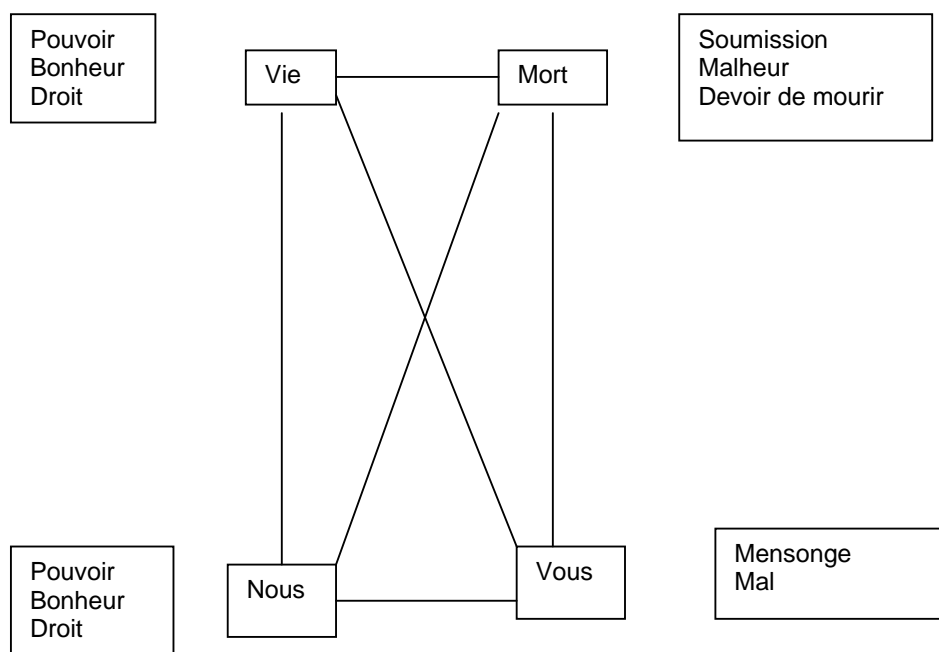
⁴ Cfr A. NTABONA, **Itinéraire de la sagesse. L'institution des Bashingantahe, hier, aujourd'hui et demain au Burundi**, Editions du CRID, Collection « Culture et inculturation », n° 1, Bujumbura 1999, 310 p.

⁵ **Vivons en Eglise**, Bulletin d'information de l'Eglise Catholique du Burundi, 1994/3-4, p. 78.

⁶ « Les Evêques de la sous-région des Grands Lacs et les défis majeurs de leur apostolat dans le domaine de la vie socio-politique de leur pays », in **Au Cœur de l'Afrique (ACA)**, 1991/2, pp. 3-99.

Je vais donc approfondir ce phénomène qui est en train d'envahir la Sous-Région des Grands Lacs. Il s'agit d'une idéologie à dépasser pour initier un nouveau leadership. L'actuel, consistant à mobiliser les membres de son ethnie pour avoir des soutiens politiques, à bon marché, à coûté tant de vies humaines et a trop déstructuré les esprits.

L'ethnocentrisme consiste dans une fanatisation manichéenne, qui idéalise le côté ethnique où l'on se trouve. Il se crée ainsi un « nous » forgé à dessein pour recruter à bon marché des adhérents. L'on met ce « nous » en face d'un « vous » ; forgé également à dessein et rendu exécration à souhait. Nous pouvons visualiser ce phénomène par le schéma présenté plus loin et emprunté à une science que je pratique et qui se nomme sémiotique. Ce schéma s'appelle précisément le carré sémiotique. Les lignes horizontales présentent des contraires. Le « nous » est offert comme contraire au « vous » c'est-à-dire irréconciliables. Les lignes verticales montrent les implications. Le « nous » implique tout ce qu'il y a de souhaitable et le « vous » tout ce qu'il y a de dangereux⁷. Les diagonales par contre montrent des contradictions, c'est-à-dire des incompatibilités qui résultent de ce corrosif de forces.



Ce manichéisme a pénétré subrepticement la sous-région des Grands Lacs. Il est vécu spontanément. Il est bu dans l'eau. Il est respiré tout naturellement, sans même que l'on s'en rende compte. La conséquence, c'est la déstructuration des esprits, conduisant à la destruction des vies humaines en série, sans états d'âmes ; pourvu que ces vies soient situées du côté du « vous » à abattre ou du côté des traîtres, à la cause sacrée de l'ethnie. Ceux-là aussi sont à abattre⁸.

⁷ Cfr A. NTABONA, « Au Cœur du drame burundais : le totalitarisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences », in *ACA*, 1994/3-4, pp. 350 et sv.

⁸ Lire à titre de comparaison, Joseph MAILA, « Identité ethnique et violence politique », in *Etudes*, Octobre 1994, pp. 293-305.

Cela permet aux leaders des ethnies de se constituer comme des cerveaux supérieurs, qui raisonnent à la place des autres ; et qui planifient pour eux jusqu'à les commander par des réflexes conditionnés, en invoquant l'auto-victimisation constante et en exploitant au maximum la menace et la peur.

Cela tue également la réflexion personnelle et autonome, au profit des consciences, collectivisées au maximum. Les personnes individuelles abdiquent de leur réflexion personnelle et se condamnent à obéir à des réflexes conditionnés, à l'instar de nos frères les animaux⁹.

Cela engendre une violence identitaire. Cette violence n'est pas idéologique. Dans la violence idéologique, il s'agit de convertir l'autre, le réformer et, au besoin, le dominer. Mais dans la violence identitaire, il ne s'agit pas de convertir l'autre à sa pensée, mais de le chasser du territoire et au besoin, le supprimer, le rayer de la carte, lui et les siens, puisqu'il fait partie du « vous », voué à la mort.

Ce n'est donc pas un problème d'idées dans ce cas, mais un problème d'espace : protéger le « nous », en supprimant le « vous ».

De ce fait, la violence identitaire ne se réclame même pas d'une logique de domination, mais de suppression. Elle ne vise pas à obliger à la conversion, mais à la disparition. Elle ne cherche pas à transformer, mais à arracher à un territoire..

Dans ce cas, l'individu, membre de l'ethnie, ne compte pas beaucoup. Il est comme la feuille de l'arbre de l'ethnie. Et alors, peu importe les feuilles pourvu que l'arbre demeure, c'est-à-dire les gens situés dans la ligne des leaders ethnocentristes. Le péché individuel, non plus, ne compte pas.

Il s'agit d'un péché collectif que la conscience personnelle ne reproche pas à son homme. De plus, adieu la liberté ! Adieu la démocratie véritable !

Les 2 principes reposent en effet sur les convictions personnelles à toute épreuve¹⁰. Or dans le cas d'espèce, l'individu n'est qu'un pion dans son groupe. Ce qui compte c'est l'ordre donné par les milices, qui sont une conséquence fatale de ce système de pensée, fondé sur la raison de l'ethnie, fonctionnant elle-même comme la raison d'état, avec tout son caractère hautement impératif¹¹.

Ce qui donne évidemment une violence radicale. Les purs doivent tuer les impurs et les tuer tous. Cela s'est produit ailleurs dans le monde, partout où il y a eu l'idéologie manichéenne, en endormant même la conscience des chrétiens ; en brouillant les esprits et la mémoire collective ; et en faisant perdre tous les repères moraux.

Le danger, c'est que cette idéologie risque d'envahir toute la région des Grands Lacs. Partout en Afrique, il y a des problèmes tribaux. Il s'agit d'y ajouter une dose d'ethnocentrisme et de totalitarisme ; et vous avez une logique de violence identitaire

⁹ Cfr **Ibidem**, pp. 300 et sv.

¹⁰ Lire, à titre d'approfondissement, Jean-Pierre Chrétien, « Burundi et Rwanda, deux pays piégés par l'intégrisme ethnique », in **Cahiers pour croire aujourd'hui**, n° 146, 1994, pp. 27-31.

¹¹ Cfr Idem, « La presse libre et propagande raciste », in **Politique Africaine**, n° 42, Juin 1991, pp. 109-120

et exterminatrice, qui peut embraser tout le continent et même se perpétuer dans les diasporas respectives.

Il faut donc un nouveau leadership qui puisse barrer la route à cette idéologie, en recherchant un leadership à base d'idées ; et non à base d'adhésion automatique, sur fond d'ethnocentrisme¹².

C'est en ce sens que le CRID a mis sur pied la méthodologie du partage auto-implicatif.

2.0. METHODOLOGIE DU PARTAGE AUTO-IMPLICATIF COMME REMEDE A CETTE DESTRUCTURATION DES ESPRITS¹³

2.1 EN PREMIER LIEU : DISPOSER LES ESPRITS A DEPASSER LA VIOLENCE CONCEPTUELLE

La violence, en effet, avant de devenir physique, est d'abord conceptuelle et verbale. La violence conceptuelle, c'est le fait de faire agir l'esprit, contrairement aux lois de son fonctionnement minimal. L'esprit refuse, par exemple, toute contradiction. Le fait d'entretenir des contradictions dans son tissu mental, bloque l'intelligence et empêche tout progrès dans la recherche et même dans l'étude académique tout court.

Pour combattre la violence conceptuelle, il faut donc créer une atmosphère capable d'aider à raisonner sainement et calmement. Il faut, en d'autres mots, calmer son esprit. Et, pour calmer son esprit, le corps doit être de la partie. Le corps est en effet, bien souvent, responsable des gestes que l'esprit pose. Si par exemple, l'on est tenté d'être violent, la première chose est de se relaxer, de se décontracter par le sport, la gymnastique, le yoga. Cela n'est pas banal, surtout lorsque cela est suivi par une prière sereine, et saine selon Jésus-Christ, c'est-à-dire débutant tout d'abord par la recherche de la conversion personnelle.

2.2. EN SECOND LIEU : FAIRE UNE ANALYSE AUTO-IMPLICATIVE¹⁴

Pour faire une bonne analyse des phénomènes socio-politiques, il faut découvrir les rôles des différents acteurs politiques dans les conflits en présence. Pour être objectif, il faut impliquer le « nous », au lieu d'impliquer seulement le « vous » en expliquant le nous à tout bout de champ.

Il est en effet ennuyeux de participer à des réunions, où chacun vient faire de la propagande du « nous », en condamnant le « vous » et en se victimisant soi-même et les « siens », à longueur de journées¹⁵.

Cela n'avance jamais le débat. Au contraire, en général, tout s'enfonce et s'embourbe, au point que les débatteurs se quittent dans la colère ; et aillent noyer leurs passions dans les bistrots manichéens.

¹² Cfr A. NTABONA, « Au cœur du drame burundais : le totalitarisme ethnocentriste, ses soubassements et ses conséquences », in **ACA**, pp. 340 et sv.

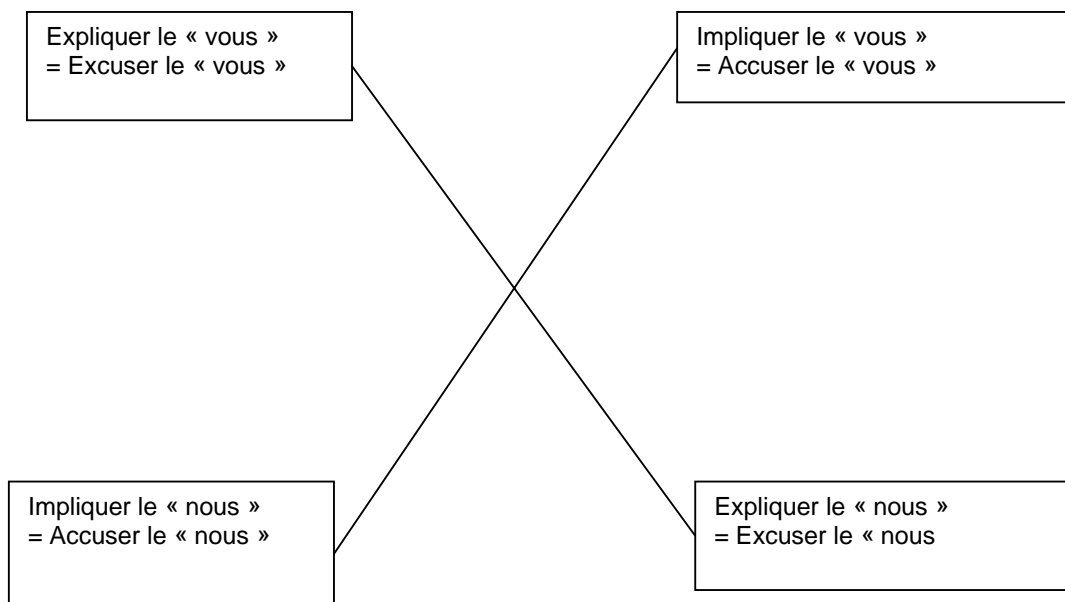
¹³ Cfr Conduite du projet « Acceptation mutuelle et réconciliation progressive », in **ACA** 1996/1, pp. 183-189.

¹⁴ Id. Ibid.

¹⁵ Cfr A. NTABONA, « Heurs et malheurs de l'héritage traditionnel du Rwanda et du Burundi en matière de préservation de la paix », in **ACA** 1995/2, pp. 236-237.

Dans l'Afrique des Grands Lacs en effet, l'on boit assez, comme si les autres maux ne suffisaient pas. Un malheur ne vient jamais seul. Ceci explique peut-être cela ! La déstructuration des esprits ne se fait donc pas impunément. En fin de compte, nous sommes comme des nageurs troublés dans leur traversée. Et nous nous servons de n'importe quoi comme points d'appui, les bistrotiers manichéens y compris, avec toute la salade empoisonnée qui y est servie, à longueur de soirées.

La réflexion auto-implicative a donc été mise au point, pour aider à quitter le manichéisme. Le carré sémiotique qui suit peut contribuer à visualiser la démarche :



Quand vous expliquez, à tous bouts de champ, vous ne pouvez pas entrer dans la peau des autres. Vous les accusez en vous excusant vous-mêmes, un peu comme les animaux malades de la peste, qui ont fini par trouver un bouc émissaire et se tranquilliser ainsi¹⁶.

Et alors, il se développe des mémoires collectives parallèles, même dans la diaspora avec un apartheid moral et physique hors pairs, source de la violence identitaire analysée plus haut¹⁷.

L'analyse auto-implicative est donc une thérapie, si elle est bien menée avec une axiologie qui met l'humilité des personnes et des groupes au cœur de la démarche, tandis que l'ethnocentrisme, le totalitarisme et autres manichéismes, engendrent de l'arrogance, du sarcasme. Par contre, la démarche auto-implicative engendre l'humilité et l'humour.

En politique, Machiavel a trop régné. Il faut le détrôner petit à petit, car il est trop fort, avec les principes comme ceux-ci :

¹⁶ Id. **Ibid.** p. 237.

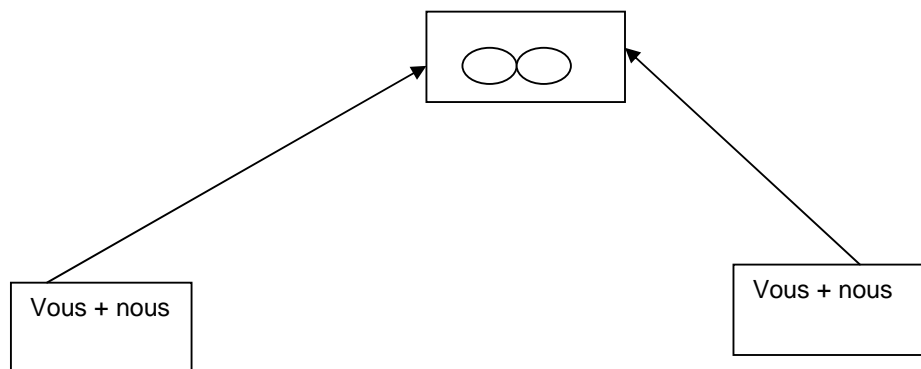
¹⁷ A propos de la violence identitaire, lire Joseph MAILA, « Identité ethnique et violence politique », in **Etudes**, Octobre 1994, pp. 293-305

- « *La fin justifie les moyens* » ...
- « *Le dirigeant doit être fort comme un lion et rusé comme un renard* ».

Dans l'axiologie fondant la démarche auto-implicative, il faut donc fonctionner, non seulement avec l'humilité des personnes, mais aussi et surtout avec l'humilité des groupes. Au lieu de porter le « nous » aux nues, il est bon de se rappeler que, celui-ci est aussi composé de pécheurs et que, dans le camp du « vous », il y a aussi des bons. Petit à petit, en évoluant dans cet esprit au cours d'une session, l'on voit des blocs fondre comme du beurre, du moment que chaque ethnie évite de se prendre trop au sérieux, en imaginant qu'il n'est composé que de saints et en situant ainsi les torts d'un seul côté¹⁸.

Cette méthodologie du partage auto-implicatif a la chance de traiter, avec bienveillance, les membres de l'ethnie imaginée comme adverse, voire ennemie. Autrement les membres des ethnies en conflit vont longtemps entretenir des mémoires collectives parallèles, jusque même dans la diaspora, comme il est déjà souligné, avec des vendettas sans fin. Or, ce qu'il faut, c'est de guérir les individus des blessures issues des conflits, et de corriger les erreurs accumulées et entretenues, à dessein, dans les mémoires collectives, par des politiciens désireux d'entretenir la peur et la haine, comme leviers politiques¹⁹.

Dans les sessions du partage auto-implicatif, cette deuxième étape de l'analyse prend beaucoup de temps, jusqu'à ce que les participants retrouvent une plate-forme commune. De la sorte du carré sémiotique de la division, ils évoluent vers le triangle du « regarder ensemble » dans la même direction.



Nous retrouvons en même temps, la dialectique d'unité du grand Teilhard de Chardin.

« Tous ce qui monte converge et tout ce qui converge monte ».

¹⁸ A titre de comparaison, lire J. P. PABANEL, « Comment reconstruire la société Rwandaise », in **Le Monde Diplomatique**, Novembre 1994, p. 9-10.

¹⁹ Cfr A titre d'approfondissement, lire Daniel MAQUART, « L'idéologie de l'exclusion », in **La Croix**, 20/8/1994, p. 14 et sv.

Dans le sens contraire, tout ce qui diverge descend et tout ce qui veut descendre diverge. La sous-région des Grands Lacs en a une amère expérience²⁰. La méthodologie de l'acceptation mutuelle et de la réconciliation progressive applique par contre un autre principe de Teilhard de Chardin :

« *Plus nous séparons, plus nous compénétrons* ».

Cela conduit à la troisième étape de la méthodologie : la demande et l'octroi du pardon.

2.3. EN TROISIEME LIEU : LA DEMANDE ET L'OCTROI DU PARDON

Normalement, l'auto-implication conduit au repentir si elle a été sérieuse. Si elle a été du jeu bien sûr, tout peut se conclure sur une tragédie conduisant au sort de Juda²¹.

Deux hommes, en effet, ont commis un péché grave :

- Pierre a renié son maître
- Juda l'a vendu.

Pierre a eu du repentir et il est devenu le roc sur lequel Dieu a bâti l'Eglise. Juda, par contre, a cru qu'il ne pouvait plus changer et il s'est pendu. La session du partage auto-implicatif prend donc le chemin de Pierre. C'est le moment de la confession et de l'aveu qui en est le sommet. Nous autres, les catholiques nous avons une grâce : la grâce de l'aveu, le fait de reconnaître son mal dans un climat d'intimité, favorisant la sincérité et le respect de la personne. La confession, c'est un moment solennel de retour : un moment de promesse solennelle de ne plus recommencer. Et, dans une session pareille, il ne s'agit pas d'avouer seulement son propre mal, mais aussi le mal commis par le « nous », par omission ou par commission.

On prend, sur ses épaules, le mal des « siens » qu'on n'a pas pu prévenir ou guérir. Et on prend des engagements qu'on exprime dans une célébration pénitentielle, préparant à la confession et au pardon mutuel.

Le pardon ne consiste donc pas dans l'oubli, mais dans une façon de se souvenir autrement : faire mémoire du plus jamais ça²². On peut même emprunter, de façon inculturatrice, les cérémonies traditionnelles de la réconciliation qui sont fort riches. Cela permet de passer à la dernière étape : les engagements pour l'avenir.

2.4. EN QUATRIEME LIEU : LA FORMULATION D'ENGAGEMENTS

C'est le moment de prendre des engagements de groupe et de formuler des résolutions : des engagements concrets. Les timings sont définis selon le milieu naturel de vie. Les participants mettent sur pied un comité de suivi. Et ce comité se nomme désormais le comité « paix et réconciliation ». Il répondra de ce qui suivra²³.

²⁰ Cfr E. SCHONNOCKE, « Ce qu'enseigne la tragédie du Rwanda aux Eglises d'Afrique », in **Documentation Catholique**, 2/11/1994, n° 2104, p. 1002 et sv.

²¹ Lire, à titre de comparaison, P. ERNY, « Rwanda : perplexités sur l'avenir », in **La Croix**, 17/9/94, p. 23 et sv.

²² Cfr Alain RICARD, « Nécessité du travail de la mémoire », in **Politique Africaine**, n° 55, p. 114 et sv.

²³ Cfr A. NTABONA, « Propositions de pistes pour la sortie de la jungle du totalitarisme ethnocentriste », in **ACA**, 1995/1, pp. 5-41.

Le principe de tout cela, c'est précisément la responsabilité sociale (Ubushingantahe). Il s'agit là d'une valeur clé de la culture burundaise. Le Mushingantahe au Burundi c'est quelqu'un qui répond de la vérité, de la justice et de la concorde autour de lui, où qu'il soit. Il s'engage solennellement à cela, à travers une cérémonie d'investiture. Il est reconnu ainsi comme le père de ceux qui l'entourent, pendant que ces derniers s'engagent à lui obéir comme des fils.

3.0. CONCLUSION

Le CRID a organisé de ces sessions pareilles partout au Burundi. Une association « Nduwamahoro-NVA » en est née. Elle est composée de plus de 75.000 personnes. Evidemment les « Nduwamahoro » ne fonctionnent bien que dans des régions où il y a un minimum de paix.

Toutefois, même dans les régions troublées, le « Nduwamahoro » aide à éviter le pire. Ce qui n'a pas pu être fait jusqu'ici, c'est d'organiser de telles sessions pour les politiciens. Ce sera l'os dur à avaler pour la prochaine étape de l'évolution de la méthodologie.

A l'Université du Burundi par exemple, cet effort a été accompli et, depuis 1996, le problème Hutu-Tutsi s'est beaucoup atténué²⁴. Auparavant, cette Université était toujours le lieu où les extrémistes recrutaient, mais les forces du milieu ont pris le dessus. Autrement le pire arriverait tous les jours.

Toutefois, il y a une précision à apporter. Cette méthodologie n'est pas conçue pour négocier la paix ou l'imposer. Celle-ci dépend de beaucoup de facteurs qui échappent aux simples citoyens. Mais elle contribue à rendre vivable les milieux naturels de vie et permet de former des pôles référentiels, des repères vivants, des piliers de la paix, des rocs sur lesquels les faibles peuvent s'appuyer pour ne pas tomber dans l'ethnocentrisme. Elle offre aussi des lubrifiants pour lutter pour la justice et négocier la paix.

La société civile et surtout les mouvements chrétiens des jeunes peuvent s'en servir et former de sérieux artisans de paix ; forger une spiritualité contextualisée de la recherche de la réconciliation. Cette spiritualité fonctionne un peu au sein des comités locaux « Paix et réconciliation » (NDUWAMAHORO-NVA) depuis 1998. Elle se nomme la rencontre dans l'humanité de Jésus. L'humanité de Jésus interpelle beaucoup les tenants de la civilisation « Bantu », où l'idéal humain est normalement d'incarner précisément l'humanité (Ubuntu). C'est pour cela que la salutation des artisans de la paix (Nduwamahoro-NVA) est, depuis 1998 : « Gira Ubuntu » « Ayez de l'humanité »²⁵.

Adrien NTABONA

²⁴ Lire à titre de comparaison Modeste MUNGWARAREBA, « Lueurs d'espoir dans l'épouvante Rwandaise », in **Dialogue** 1994, n° 117, p. 107 et sv.

²⁵ Cette spiritualité est toutefois encore à bâtir, car le christianisme est encore fragile dans la sous-région malgré les flots de prières, cfr G. MUSY, « Le christianisme lui-même en procès, in **La Source** n° 13, pp. 19-20. Il serait également utile de lire deux numéros de la revue ACA consacrés à ce thème :

- La problématique de l'acceptation mutuelle au Burundi, **ACA** 1996/1, pp 1-233
- Réconciliation progressive au Burundi, une tâche exigeante **ACA** 1996/2, pp 235-449.

ENTRER DANS LA DYNAMIQUE DU PARDON ET DE LA RECONCILIATION POUR CONSTRUIRE UNE PAIX DURABLE

Astère KANA

Au Cœur de l'Afrique, numéro spécial 2001, pp 19-36

0. INTRODUCTION

Pendant longtemps, nous avons eu les yeux tournés vers Arusha, à attendre la signature de l'accord par les Burundais en négociation. La signature a eu lieu mais la paix n'est pas venue. Car la paix n'est pas l'effet d'un discours ou d'un coup de plume. C'est un processus lent, c'est une édification progressive. C'est le résultat d'un travail de maturation intérieure et de collaboration sincère entre les différents membres de la communauté.

Parmi les éléments indispensables pour l'édification de la paix, il y a la reconstruction morale par le pardon mutuel et la réconciliation nationale.

La réconciliation est aussi un processus qui a ses exigences, au niveau de la personne et au niveau de la communauté. Il y a donc tout un environnement qui rend possible la réconciliation et partant rend durable la paix.

C'est cet environnement que je voudrais décrire et soumettre à votre méditation.

1. OBSERVATION SUR LE PROCESSUS DE PAIX EN COURS

La brutalité du génocide, l'anéantissement des hommes et des biens, les normes éthiques tournées en dérision par les effets de la purification ethnique, par la violence systématique ainsi que la terrorisation de la société civile ; cette situation décrite a opéré un divorce entre les composantes sociales de notre pays, elle a laissé des blessures qui prendront du temps pour se cicatriser ; elle a installé dans les cœurs la haine et les rancœurs, sorte de virus mortel qui ruine lentement et sûrement notre peuple. Mais il nous est permis de rêver d'un Burundi uni et prospère. La réalisation de ce rêve est un défi que le gouvernement et les partis signataires se sont engagés à vaincre en signant l'Accord d'Arusha, c'est un défi que les Burundais de bonne volonté réunis dans les différentes associations comme « la famille NDUWAMAHORO – Le non-violent actif » sont décidés à vaincre.

Pour y arriver, nous devons faire un effort pour poser le problème de paix et de réconciliation autrement qu'avant. Si le génocide nous a divisé, ce n'est pas dans la séparation, l'exclusion et la division que nous retrouverons la paix durable. Une des faiblesses du processus de paix d'Arusha a été de négocier la paix sur des bases ethniques. Les politiciens nous disent qu'il ne pouvait en être autrement car en politique, c'est le calcul et l'intérêt qui prédominent et tous les moyens sont bons pour réussir, même la violence et la guerre.

Mon impression est que nous nous sommes engagés dans un processus à l'envers. Nous, nous voulons la paix puis la réconciliation ensuite, sans ou avec pardon. Or, c'est mettre en avant nos différences et les aspects qui nous divisent. Et nous sommes surpris que la paix ne vienne pas. La conclusion de ce processus est un semblant de paix qui ne rassure personne. C'est une simple coexistence pacifique.

Aborder la problématique de la paix par les aspects qui nous divisent conduit nécessairement le pays à la dérive et au désespoir. Il nous faut aborder la problématique par les aspects qui nous unissent et ils sont nombreux.

Nous sommes les fils d'un même pays avec un patrimoine économique et culturel commun. Nous avons signé un pacte d'unité pour ne pas éprouver la honte devant nos ancêtres qui nous ont légué un pays uni, nous sommes devant la responsabilité historique d'avoir laissé le tissu social se déchirer par notre égoïsme et notre indifférence. Nous sommes citoyens d'un monde qui fait la guerre tout en la haïssant car nous savons de part l'expérience que la guerre est injuste et que la violence engendre la violence. Nous détruisons ce que hier nous avons construit.

2. CHANGEMENT DE MENTALITE

Pour sortir de cette contradiction et en vue d'une réconciliation nationale et d'un établissement d'une paix durable, il y a urgence et nécessité de changer de mentalité vis-à-vis du pouvoir, vis-à-vis de notre pays.

2.1. IL FAUT CHANGER DE MENTALITE VIS-A-VIS DU POUVOIR

La conception traditionnelle du pouvoir est présentée en termes de domination de l'homme par l'homme. Ainsi Voltaire définit le pouvoir comme « la possibilité de faire faire à d'autres ce que me plaît ».

Pour BERTRAND de Jouvenel, le pouvoir c'est « Commander et être obéi ». Vous avez senti que même chez nous il y a eu un glissement de vocabulaire : de « Umukuru, Indongozi » nous préférons dire « umutegetsi ». Ainsi, le pouvoir est devenu la propriété individuelle de celui qui commande et le Gouvernement un système de domination de l'homme par l'homme. Cette domination peut être d'un seul ou d'un petit nombre, la domination des meilleurs dans l'aristocratie ou le règne de la majorité dans la démocratie.

Aujourd'hui, il existe le pouvoir de la bureaucratie qui est le règne de l'anonymat (pouvoir d'un système complexe de bureaux). Mais il faut remarquer que chez les Grecs et les Romains, la conception du pouvoir n'est pas fondée sur le lien entre le commandement et l'obéissance. C'est ainsi que la cité (la polis) n'est pas une entité géographique mais une entité sociale. Une nouvelle conception du pouvoir va naître avec la révolution française et américaine. L'objectif de la Révolution française est d'établir une république où règne le droit fondé sur la volonté du peuple pour mettre un terme à la domination de l'homme qui est un mode de gouvernement bon pour les esclaves.

Eux aussi parlaient d'obéissance mais pas aux hommes mais aux lois auxquelles la communauté a donné son consentement. On y lit l'inspiration de Rousseau qui dit : « Tout homme étant né libre et maître de lui-même, nul ne peut sous quelque

prétexte que ce soit l'assujettir sans son aveu ». La conception burundaise du pouvoir va dans le sens du droit et de la vertu sociale plutôt que du commandement. Le chef doit allier l'autorité et la vertu d'*Uburyeyi* (Paternité/Maternité).

La nouvelle conception du pouvoir vers laquelle je penche s'inspire de HANNAN ARENDT qui définit le pouvoir comme « l'aptitude de l'homme à agir et de façon concertée ». Pour lui, le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle, il appartient à un groupe. Lorsque nous disons que quelqu'un est au pouvoir, nous entendons par là qu'il a reçu d'un certain nombre de personnes le pouvoir d'agir en leur nom. Ce n'est plus un « pouvoir sur... » mais un « pouvoir avec... », un « pouvoir en commun ». Cette définition implique la pluralité et la concertation.

La troisième vision est celle inspirée par l'Évangile ; un « service/pouvoir » : le plus grand parmi vous sera votre serviteur.

2.2. CHANGER DE MENTALITE VIS-A-VIS DE L'AUTRE

Nous ne savons plus aborder les gens en vérité, nous sommes victimes de la globalisation et de la diabolisation. La personne est abordée à travers un prisme déformateur de la société. Chacun est assimilé à ses semblables selon le préjugé favorable ou défavorable forgé par le milieu. La redécouverte « du moi » individuel accentuera les chances de dialogue et de confiance.

2.3. CHANGER LA MENTALITE VIS-A-VIS DE NOTRE PAYS

MWEZI GISABO a combattu les Allemands. Nos pères ont résisté au colonialisme et conquis l'indépendance. Aujourd'hui, nous supportons qu'un drapeau de l'Afrique du Sud flotte au dessus du camp de ses troupes. Nous avons perdu la fierté nationale. Engager le processus de réconciliation c'est refuser d'hypothéquer notre souveraineté nationale.

3. ENTRER DANS LA DYNAMIQUE DE LA RECONCILIATION

3.1. RENFORCER LE DIALOGUE

Chercher le dialogue est une exigence vitale. Pour nous burundais, c'est renouer avec le passé fier de nos ancêtres modèles qui, dans tous les conflits privilégiaient la réconciliation ; c'est être fidèles à nous-mêmes. Le choc mortel causé par une démocratie mal comprise, les désastres causés par le génocide ne doivent pas nous faire perdre notre identité, au contraire, cette malheureuse situation doit nous aider à la retrouver.

Tout homme en arrive un jour ou l'autre à se poser la question « qui suis-je ? » et à y répondre honnêtement. L'un des premiers principes de l'équilibre personnel est de s'accepter soi-même tel qu'on est. « Je suis différent donc je suis ».

C'est l'acceptation de son être dans la différence qui constitue le fondement de la dynamique de l'évolution de toute société car celle-ci se réalise dans le dépassement des conflits. L'identité naît et se nourrit toujours de conflit. La constitution d'une identité nationale passe toujours par une lutte violente pour dépasser les identités personnelles et locales.

Nos ancêtres ont dû combattre pour donner un nom à ce pays. Aujourd'hui, il nous faut dépasser les identités personnelles et locales, ethnistes et régionales pour une valeur supérieure : l'unité nationale. Depuis que nous sommes entrés dans la « culture de la mort », le passé demeure seulement une référence obligée mais il ne peut plus nous servir de modèle parce que compromis par le génocide. Il nous faut fonder notre identité nationale sur un futur à construire ensemble, vers la liberté, vers la réconciliation. S'engager dans cette voie, c'est faire montre du vrai patriotisme.

Accepter le dialogue, c'est exprimer par là que l'homme est toujours un homme et qu'aussi loin soit-il arrivé dans le crime, il a en lui la capacité de changer de comportement. Le dialogue présuppose une volonté de tolérance, il implique de ne pas exclure les questions de vérité et de garantir aux intéressés la liberté de participer à la discussion.

Refuser le dialogue, n'est-ce pas faire écho à ce prétendu discours sous-jacent à toutes les situations de guerre que « le plus fort a le droit de dominer le plus faible et à l'obliger à servir ses intérêts ? »

La stabilité construite sur la force et la répression est très fragile, et la paix masquant les conflits latents qu'engendre la domination ethnique ou raciale n'est en fait qu'une paix trompeuse.

Refuser le dialogue, c'est compromettre les efforts de tous ces hommes et de toutes ces femmes de bonne volonté dont le seul souhait est de voir ce pays renaître des cendres.

Accepter le dialogue, c'est s'engager à construire le pays sur des valeurs essentiellement non agressives qui insistent sur la dignité de l'homme, le respect inconditionnel de la vie.

3.2. DEPASSER LES PREJUGES

Le dialogue a-t-il les chances de réussir. S'il est difficile d'obtenir un consensus sur le principe lui-même, il est encore plus ardu de l'obtenir dans la réalité, les dissensions qui se manifestent à propos des pourparlers d'Arusha en sont la preuve. Un des obstacles majeurs est « le préjugé social » qui paralyse notre système de pensée et nous maintient dans l'ignorance de l'autre groupe. Dans le courrier de l'UNESCO, nous lisons : « Le racisme est l'expression d'un système de pensée fondamentalement antirationnel.

La haine et les rivalités raciales se nourrissent de notions scientifiquement fausses et vivent dans l'ignorance. Elles peuvent aussi procéder d'idées qui sont scientifiquement fondées mais qui, déformées ou privées de leur contexte, ont conduit à de fausses inductions » (Le courrier, « une seule race la race humaine », 14 avril 1965, p. 2).

Longtemps les hommes avaient cru qu'il existe des races supérieures et des races inférieures. Il a fallu que l'UNESCO réunisse un groupe de 22 savants en 1964 pour démontrer scientifiquement la fausseté de cette thèse.

Il est du racisme comme de l'ethnisme. Nous avons construit notre société sur des conceptions fausses et nous sommes tombés dans le fossé.

Nous avons fait de lutte des classes une lutte de races (ethnies), nous avons sacrifié l'identité nationale au profit de l'identité ethnique. C'est pourquoi « le mal burundais » est difficile à définir. Pour certains c'est un problème ethnique aux couleurs politiques, pour d'autres c'est un problème politique aux couleurs ethniques.

Les Burundais en négociation à Arusha ont essayé de définir, ce conflit et d'en déterminer les causes, je voudrais à mon tour développer un point de vue complémentaire sur la question. Le conflit burundais a son origine éloignée dans un préjugé : l'existence d'une ethnie supérieure et d'une ethnie inférieure, ceux qui sont nés pour dominer et ceux qui sont nés pour travailler. Ceci n'est pas particulier à notre pays car de tout temps et dans le monde entier les groupements humains ont nourri de préjugés les uns envers les autres et ont inspiré des conflits internationaux et des querelles intestines.

La source des préjugés se trouve généralement dans l'avantage matériel qu'on en retire. C'est pourquoi le préjugé peut se servir de prétexte ou de raison à l'exploitation économique et à la domination politique. Le préjugé s'accompagne toujours d'opinions inexacts ou sans fondement concernant les personnes qui sont l'objet de ce préjugé.

On juge les gens non par leurs mérites propres mais en fonction d'idées exagérées et déformées concernant ce que l'on croit être les caractéristiques de leurs groupes en admettant à tort que tous les membres d'un même groupe sont identiques et que les exceptions n'existent pas ou sont négligeables. (cfr Arnold M. Rose, **l'origine des préjugés**, UNESCO, Paris, 1951, p.11).

Ces faux préjugés ont beaucoup influencé la gestion politique de ce pays et ont contribué dans l'aggravation du conflit burundais. C'est dire qu'ils ont une part dans le génocide. En effet, nous venons de voir que le préjugé se construit sur l'ignorance des membres de l'autre groupe. Ses valeurs et ses mérites sont filtrés à travers un prisme déformateur. C'est cette ignorance qu'exploitent les politiciens en vue d'une exploitation économique ou d'une domination politique. Un groupe ignorant ou abusé au sujet d'un autre groupe sera plus accessible aux suggestions intéressées des exploiters et sensible aux sollicitations de ceux-ci. La propagande peut arriver à convaincre les uns que les autres sont des ennemis, alors qu'ils ne le sont d'aucune manière. Depuis surtout 1972, les relations entre les différentes composantes sociales de la société burundaise sont paralysées par cette réduction schématique de l'autre. Le phénomène de globalisation n'est qu'une illustration de cette vision réductionniste et nous savons qu'il a contribué dans la catastrophe humanitaire que connaît notre pays depuis 1993.

Pour rétablir une paix durable, il faut faire accéder la population à la connaissance de l'autre, il faut dépasser le préjugé social dans la gestion de la chose publique, considérer la compétence au lieu de la naissance. Cette égalité des chances contribuera à changer le regard que nous portons généralement sur l'autre groupe.

Un dernier point à considérer sur cette question est que « le mépris de la loi et le refus des solutions pacifiques sont inséparables de l'existence des préjugés ».

Lorsque un groupe nourrit des préjugés envers un autre, il refuse de se comporter selon les règles et les principes généralement admis. En d'autres mots, il viole les lois et cela s'appelle « discrimination ». La loi n'est plus pour tous, il y a ceux que la loi protège et ceux que la loi condamne. C'est cette discrimination qui entraîne l'aversion et la haine en cas de situation de conflit comme nous en connaissons. Construire une paix durable c'est dépasser les préjugés qui accentuent l'ethnisme, en combattant l'ignorance, en favorisant la compétence comme critère d'accès au poste de service, en évitant la ségrégation. Dans nos discours et conversations, il nous faut combattre la rumeur et privilégier ce qui unit les hommes.

3.3. DEPASSER LA CATEGORIE AMI-ENNEMI

Nous venons de voir que si les différences sont naturelles, quand on a les préjugés, elles provoquent le mépris, la répulsion et la haine. L'autre devient un ennemi celui de qui rien de bon ne peut sortir, celui qui veut ma mort, qui la cherche, la provoque et se réjouit de la perspective de sa réalisation prochaine. Dès que le mur de la haine s'élève, les chances du dialogue s'amenuisent, car la communication devient impossible. L'un des problèmes que doit affronter l'homme politique est que, en politique il y a toujours un ennemi qu'il faut affronter et combattre ; s'il n'y en a pas on l'invente. Par contre l'amitié n'existe pas car cette dernière se réduit à une défense commune d'intérêts. L'opposition ami-non ami est toujours comprise dans le sens de la contrariété destructrice, alors que sur le plan physique, social, l'opposition est nécessaire comme un complément dans la construction de la société. Les différences naturelles sont conçues pour créer l'harmonie et l'équilibre et cet équilibre des différences crée la beauté du paysage et l'harmonie sociale.

L'exemple, ce sont les fleurs des champs ou l'harmonie familiale. L'une des mérites de la démocratie est d'harmoniser la société par une interaction d'une idée et de son contraire dans un souci de recherche d'équilibre et de consensus. L'une des faiblesses de la société burundaise est celle de ne pas aimer les différences et de supporter mal les conflits. Or ces conflits sont inévitables ; citons-en trois représentatifs :

1. Murundi (l'étranger) c'est le no ami, celui qui est extérieur à mon univers vital, vis-à-vis duquel je garde la distance.
2. Umukeba (le rival) c'est l'adversaire, celui avec qui nous formons une communauté d'intérêt mais qui ne se caractérise pas par l'harmonie totale.
3. Umwansi (l'ennemi) c'est le non-moi dans une opposition conflictuelle. Celui qui veut ma mort et pour qui je souhaite la mort.

La relation n° 1 se caractérise par la méfiance due à l'ignorance ; l'absence de relation provoque une prudence en face de l'autre considéré comme étranger.

La relation n° 2 se caractérise par un conflit ouvert. Le rival c'est celui qui m'envahit, menace mes intérêts ; par conséquent quelqu'un en qui non seulement je ne peux faire confiance mais celui qui je dois combattre. Le conflit classique entre la belle-mère et la belle-fille en est un témoignage éloquent.

La relation n° 3 est la plus grave, elle se caractérise par l'absence de relations humaines saines ; elle se caractérise par la guerre. Si dans la 1^{ère} et la 2^{ème} relation la réconciliation est possible grâce à la famille et aux « Bashingantahe », dans la 3^{ème} par contre les chances de réconciliation sont compromises. Dans la culture burundaise l'ennemi n'a pas le droit de vivre « *inda mbi irongwa n'icumu* », sa mort est pour moi une libération. Durant cette crise, nous avons eu la honte d'assister à des fêtes et réjouissances parce qu'un membre de telle ethnie est mort.

Pour que le processus de paix arrive à des résultats valables, il faut que les burundais se fassent violence pour sortir de la catégorie politique de l'ennemi. Pour que le dialogue soit possible, il faut que le hutu cesse d'être hutu, il faut que le tutsi cesse d'être tutsi, il faut que le twa cesse d'être twa pour devenir burundais mais sans perdre leur identité.

Il s'agit en fait d'un processus dialectique à la Hegel : **se renier sans se perdre afin de se retrouver dans une valeur supérieure** à l'image de la fleur qui se perd et se conserve dans le fruit.

Hutu → non-hutu → Burundais

Tutsi → non-tutsi → Burundais

Twa → non-twa → Burundais

L'idéologie du génocide a pour effet de diviser le pays et de légitimer la séparation des groupes ethniques par crainte de la disparition par la main de l'autre ennemi commun. Par la loi de la transitivité un seul cas entraîne la globalisation et la solidarité négative : l'ennemi de mon frère de sang est mon ennemi. Si le pacte de l'unité a été brisé, la tendance est de solidifier l'unité du groupe ethnique.

Or l'idéal se trouve en haut dans la 1^{ère} proposition c'est-à-dire l'unité nationale. L'autre est un frère, même égaré par le crime ; j'ai le devoir de le ramener à la raison. « Agir pour que l'homme soit toujours traité comme un homme, c'est replacer l'adversaire dans la dynamique de sa propre humanité » 'AURENCHÉ Guy, **Aujourd'hui les droits de l'homme**, Paris, 1980, p. 159). Pour franchir ce pas, il faut entrer dans la civilisation de l'amour.

4. SORTIR DE LA VIOLENCE

Dans la relation ami – ennemi, le seul langage possible est celui de la guerre. Or la guerre se manifeste par la violence. Cette violence se présente sous plusieurs aspects : la violence des armes, la violence des gestes, la violence des sentiments, la violence verbale. Le drame des relations humaines dans un conflit politique aux couleurs ethniques est que la neutralité, l'impartialité semble ne pas exister ; nous sommes toujours surpris d'entendre que tel est extrémiste, tel autre est modéré. On dirait qu'il n'y a personne qui soit sain ou saint.

L'idéologie du génocide ou la peur de celle-ci nous a toujours empoisonné. Elle nous a fait avaler cette dose de violence qui gardera ses effets même longtemps après la guerre des armes. La peur engendre la violence or la violence détruit toute communauté et rend impossible la fraternité.

Il est impressionnant de voir tout un peuple qui s'entraîne à la tuerie parce que ses membres se sont transformés en agresseurs et agressés. La guerre est interprétée comme une légitime défense devant l'agresseur réel ou imaginaire. Les acteurs dans ce processus de paix doivent se convaincre par tous les moyens que la solution de nos problèmes ne se trouve pas du tout dans la violence.

S'il y a des hommes pour justifier la violence comme Franz Fanon qui affirme que « la violence est une méthode psychologique et tactique saine et bénéfique pour les opprimés », si les Burundais disent que le chien est respecté à cause de ses dents (imbrwa yubahiwa amajigo), les apôtres de la non-violence comme Gandhi, Luther King, ... trouvent que c'est une erreur. Et nous sommes tombés dans cette erreur. Je cite : « La violence est une sorte de spirale descendante qui engendre à l'infini l'objet de sa destruction ; elle multiplie le mal au lieu de la circonscire. Elle n'est d'aucune aide pour faire triompher la vérité : elle peut supprimer le menteur et non le mensonge, l'ennemi et non la haine – au contraire elle ne fait que les intensifier. Rendre coup par coup c'est propager la violence, rendre plus sombre encore une nuit déjà sans étoiles. Or les ténèbres ne peuvent se dissiper elles-mêmes, c'est la lumière qui les chasse. De même, la haine ne supprime pas la haine, seul l'amour y parviendra » (Martin L. KING, **op.cit**, p. 77).

Nous avons armé nos populations, demain il faudra retirer toutes ces armes, mais qui pourra désarmer les consciences minées par la rancœur ? Ce n'est pas l'homme politique. Ici plus qu'ailleurs l'Eglise devra s'investir dans la reconstruction des cœurs des citoyens burundais.

5. LA RECONCILIATION NATIONALE

Le pardon est un acte de dépassement de soi parce qu'il permet de dissocier le crime et son auteur en qui je reconnais un semblable mais dont je n'apprécie pas les actes.

Le pardon est l'expression de la grandeur et quelque fois un acte d'héroïsme.

Le pardon c'est un acte nécessaire pour reconstruire l'harmonie d'un ménage brisé, d'une amitié brisée, d'une communauté détruite, d'un pays longtemps meurtri par la guerre.

Mais pardonner n'est pas oublier, c'est regarder en face cette situation qui nous humilie et intégrer la douleur dans notre histoire notifiée par elle.

Pardonnez c'est faire confiance en l'homme qui est capable du pire mais qui peut remédier la faute à la conquête du meilleur de lui-même. Pardonnez, c'est tendre la main à l'autre pour le libérer de lui-même puisqu'il perd sa fierté et sa dignité. Voilà pourquoi l'Evangile va plus loin.

Si ton frère pêche contre toi « vas le trouver » s'il accepte tu l'auras sauvé. Si tu vas présenter ton offrande et que tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi, laisse-là ton offrande et va d'abord te réconcilier avec lui. Et cela combien de fois ? 70x7 fois.

Le pardon est un acte personnel qui appelle une réponse à un engagement de la part du coupable. Dans la tradition burundaise et chrétienne extérieure, le pardon a des exigences :

- La démarche familiale : c'est en accord avec la famille que le coupable demande pardon.
- Ce sont les Bashingantahe qui tranchent les cas et imposent les réparations.
- C'est par un geste de communion que le pénitent est introduit dans la communauté.

Ici, il y a plusieurs éléments à retenir :

- a. Le caractère communautaire de la faute : « umuryambwa aba umwe agatukisha umuryango (pour un seul mangeur de chien, toute une famille est déconsidérée) ». Lorsque les Evêques en 1996 ont écrit aux catholiques en disant : « nous avons tous tué » beaucoup ont déchiré cette lettre pastorale. Pourtant nous devons reconnaître une certaine solidarité dans la faute.
- b. Le caractère communautaire de la réconciliation : celle-ci ne peut se faire devant un seul,
 - La communauté est participante à toutes les étapes ;
 - L'expression de la volonté de réconciliation et la nécessité d'un changement de conduite ;
 - La nécessité d'un signe communautaire de réconciliation.

Si nous comprenons la valeur d'une telle démarche nous comprenons pourquoi beaucoup de gens résistent devant la question d'amnistie.

La réconciliation sera un processus lent et délicat comme la maturation d'un fruit qui échappe à l'observation. Comme les petits ruisseaux font de grandes rivières ; la réconciliation nationale sera le fruit de petits gestes quotidiens de réconciliation individuelle. Le pouvoir a le devoir de créer des structures politiques qui inspirent la confiance et dessinent un cadre qui permet l'éclosion de ce projet. Toute réconciliation exige la vérité au fond du cœur, la reconnaissance de la faute, le désir de changer et la disposition à réparer. Dans le génocide, on commet l'irréparable, c'est pourquoi la réconciliation est très difficile mais demeure possible.

En fait, il s'agit de commencer la vie, convaincu que la vie engendre la vie. Or nous voulons vivre et ce n'est pas avec la mort de l'autre que nous pouvons prétendre construire un futur glorieux. Je prends le risque de prononcer le mot : **c'est sur le pardon que nous devons construire les bases du futur de ce pays**, alors et à cette condition seulement, la vie renaîtra des cendres.

6. L'ETHIQUE DE L'INTELLECTUEL

« *Le pouvoir n'est jamais un, bien si celui qui le possède n'est pas un homme de bien* » (Alfred le grand). Les intellectuels burundais ont une grande part de responsabilité dans les malheurs qui ont frappé notre pays. Ce n'est pas une accusation, c'est une constatation. Ce sont eux qui ont développé l'idéologie du génocide. Ce sont eux qui ont géré politiquement ce pays. Contrairement à ce que disent les politiciens, le pouvoir n'est ni bon ni méchant, le pouvoir est une possibilité, il peut devenir bon ou mauvais. L'homme peut orienter la politique dans un sens constructeur ou destructeur. Devant le danger d'un pouvoir qui détruit et aliène, le philosophe ROUSSEAU invoque la nécessité de la vertu en politique ; malheureusement lui, s'arrête seulement à la vertu civique : l'amour de la patrie et « *les dirigeants doivent enseigner par l'exemple. Pour que les gens aiment leur patrie, il faut que l'Etat leur garantisse le droit à la vie, la liberté de mouvement, les droits de nature et la sécurité de leurs biens* ».

Pour Rousseau, un gouvernement qui laisse un seul de ses citoyens mourir, un seul de ses citoyens sans le défendre n'est bon qu'à être dissout (Rousseau, **Sur l'économie politique**, p. 256).

Rousseau assigne aux intellectuels une mission libératrice, l'introduction du discours moral en politique, le discours de la dignité de l'homme. Les intellectuels doivent dire la vérité et défendre les valeurs : la vie, l'égalité des citoyens devant la loi, la liberté, les droits des citoyens sans exception. Les intellectuels chrétiens ont la responsabilité de donner un visage nouveau à la politique de ce pays.

CONCLUSION

La crise socio-politique que connaît notre pays c'est aussi une crise des valeurs. Pour construire une paix durable et réconcilier ce peuple, il faut une régénération morale. Cette dernière n'est possible que si les responsables politiques travaillent à purifier les institutions. Or, pour que les institutions politiques soient justes et travaillent au bonheur des citoyens, il faut que le corps politique soit guidé par des hommes vertueux. Parler d'homme vertueux en politique. La politique semble être un rêve mais il faut travailler pour que ce rêve se réalise dans l'organisation des hommes libres et non des esclaves d'un pouvoir. Un pouvoir qui asservit l'homme est une négation de son identité et porte en lui le germe de sa destruction. C'est pourquoi, il finit dans les luttes et les violences.

Pour que le processus de paix aboutisse et pour que le pays sorte des affres du génocide, il faut instaurer la conscience morale dans les structures de l'Etat, sinon, même cette démocratie pour laquelle nous luttons, ne pourra pas nous libérer, elle ne sera qu'une harmonisation des égoïsmes.

Il est donc urgent d'entrer dans la dynamique du pardon et de la réconciliation pour construire une paix durable. Il faut que chacun s'engage ; les intellectuels plus que les autres puisqu'ils ont la responsabilité de conduire les destinées de ce peuple et voir plus clair dans cet imbroglio burundais.

Les intellectuels burundais ont une mission libératrice. Accusés hier d'être responsables des malheurs qui ont frappé ce pays, aujourd'hui ils ont la responsabilité de donner un visage nouveau à la politique de ce pays et d'unir les hommes dans leurs différences.